

L'INCIDENCE DES TAUX D'INTÉRÊT—LES PROGRAMMES
GOUVERNEMENTAUX DE CRÉATION D'EMPLOIS

L'hon. Michael Wilson (Etobicoke-Centre): Monsieur le Président, le ministre a dit que le gouvernement n'avait pas pour politique de favoriser les taux d'intérêt élevés. Le fait est que les taux d'intérêt sont plus élevés maintenant qu'ils ne l'ont été depuis longtemps.

M. Deans: Vous même êtes en faveur de taux d'intérêt élevés, hypocrite.

M. Wilson: Il y a eu 153,000 mises en chantier en février, 131,000 en mars et 126,000 en avril. On prévoit aussi que les taux d'intérêt influenceront beaucoup sur les dépenses à la consommation.

M. Deans: Dites la vérité, Wilson.

M. Wilson: Dans quels secteurs de l'économie le ministre pense-t-il que de nouveaux emplois seront créés? Pouvez-vous entendre ma question?

Des voix: Oh, oh!

M. Wilson: Dans quels secteurs de l'économie le ministre pense-t-il que de nouveaux emplois seront créés? Ou bien est-ce vrai qu'il a enjoint à son personnel de commencer à préparer un nouveau budget dès maintenant pour qu'il soit prêt pour le prochain premier ministre?

L'hon. Marc Lalonde (ministre des Finances): Pour ce qui est du poste en Europe, monsieur le Président, le député n'a pas besoin de se faire de souci. Personne ne va le proposer.

Des voix: Bravo!

M. Stevens: On ne vous en a pas offert un à vous non plus.

M. Lalonde: Ce qui m'inquiète dans son cas, c'est ce qu'il fera quand il n'aura ni un poste en Europe ni un emploi à la Chambre après les prochaines élections.

Pour répondre à sa question, j'ai déjà dit que nous essayons de créer des emplois dans tous les secteurs de l'économie, d'abord en fournissant une aide gouvernementale directe dans le cadre du programme national de reprise et des projets spéciaux de relance et grâce aux milliards de dollars que le ministère de la Main-d'œuvre et de l'Immigration dépense pour la formation et la création directe d'emplois. Nous avons aussi fourni des milliards de dollars à l'ensemble du secteur privé sous forme d'encouragements fiscaux. Ces encouragements sont là pour que le secteur privé en profite et nous avons déjà dit que nous avons mis sur pied des programmes qui intéressaient tout particulièrement les petites entreprises. Les petites et les moyennes entreprises continueront d'être la principale source d'emplois au Canada. Nous les appuyons pleinement. Je suis convaincu que, grâce à la collaboration que nous avons engendrée entre les travailleurs, les employeurs et les divers paliers de gouvernement, nous allons pouvoir créer les emplois dont nous avons besoin.

Questions orales

LE CONSEIL DE RECHERCHES EN SCIENCES
HUMAINES

LE MONTANT DU BUDGET FINANCÉ PAR LE GOUVERNEMENT

Mme Pauline Jewett (New Westminster-Coquitlam): Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre des Communications et concerne le financement du Conseil de recherches en sciences humaines par le gouvernement fédéral. Il n'ignore pas que le budget global du CRSHC s'élevait à \$60,048,000 en 1983-1984 alors que pour l'année financière 1984-1985, il s'établit à \$58,869,000. Cette baisse vient de ce que le gouvernement n'a pas renouvelé ses crédits destinés à la recherche dans des domaines qui revêtent une importance nationale. Le Conseil a donc subi une réduction de son budget global.

• (1430)

Lors de la réunion du comité du développement social qui doit se tenir aujourd'hui ou demain, le ministre s'engage-t-il à soutenir enfin le conseil chargé d'étudier les demandes de subvention ainsi que le CRSHC, en exhortant les autres ministres à renouveler les subventions spéciales qui avaient été prévues à des fins d'importance nationale? Entend-il faire ainsi pression sur ses collègues?

L'hon. Francis Fox (ministre des Communications): Monsieur le Président, j'ai toujours soutenu le conseil chargé des subventions. Si le CRSHC a pu bénéficier durant trois ans d'un budget spécial de 5.9 millions de dollars par année, c'est en bonne partie grâce à mon intervention auprès de mes collègues du cabinet et, bien entendu, parce que ces derniers approuvent le fait que le gouvernement attache une très grande importance au développement des sciences humaines et à l'effort de recherche dans le domaine des sciences sociales en général au Canada. Le Conseil s'est vu attribuer cette année une hausse de crédits correspondant à l'inflation. Son budget de base a également été augmenté de 2 millions de dollars par année.

Mme Jewett: Il n'en est rien.

M. Fox: La représentante pourrait attendre la fin de ma réponse. J'ai bien précisé par ailleurs que le Conseil de recherches en sciences humaines mettait au point un plan quinquennal à l'intention du cabinet. Quand nous l'aurons en main nous pourrions étudier quels sont ses besoins à moyen terme. Je n'ai pas dit que l'augmentation de 2 millions serait la dernière.

Mme Jewett: Monsieur le Président, on nous trompe lamentablement. Il n'y a pas eu d'augmentation de 2 millions de dollars. Je répète, au contraire, que le budget global du Conseil a été réduit de \$1,179,000. Au total, les crédits ont diminué.

M. Fox: C'est faux.

Mme Jewett: Le ministre nous trompe en parlant d'une hausse de 2 millions.

M. Fox: Pas du tout.

Mme Jewett: Je lui signale, d'autre part, qu'il ne s'agissait pas de 5.9 millions mais bien de 11.5 millions sur trois ans.